

Une stratégie de l'image
Le Mexique des *Científicos* et la France républicaine :
1879 - 1885



Les présidents de France, Jules Grévy, et du Mexique, Porfirio Díaz, sont prêts à signer, à la même heure, le rétablissement des relations diplomatiques rompus depuis l'Intervention, 1862. Caricature paru dans le journal satirique *El Padre Cobos*, N° 40, Nov. 1880.

par Javier Pérez Siller
ICSyH-BUAP

En 1867, la victoire de Juárez sur Maximilien semble indiquer la restauration d'une République calquée sur la Constitution de 1857. La lutte contre l'intervention française et l'Empire, perçue comme une « Seconde indépendance », avait contribué à renforcer les sentiments patriotiques des Mexicains et à compléter l'unité nationale. Les libéraux sont alors confrontés aux questions que pose la mise en place d'institutions républicaines. Il ne s'agit pas de balayer le passé, de tout créer, de tout construire, mais de réunir vainqueurs et vaincus, de donner une forme et un sens à l'autorité conquise et de concrétiser leur modèle sociale ; ce qui, paradoxalement, sera l'œuvre des *Científicos*...

La dictature du général Porfirio Díaz (1877-1911) trouve en effet sa force et sa logique dans l'action créative des *Científicos*. Ceux-ci diffusent leurs conceptions d'abord dans le champ de l'opinion publique, puis dans ceux de l'éducation et du parlementaire, parvenant enfin à les traduire en lois et en institutions. Dès 1893, avec la nomination de leur leader, José Yves Limantour, à la tête du ministère des Finances, les *Científicos* exercent une direction sans partage de la politique économique du pays — « une dictature économique » dirait Bulnes —, deviennent les conseillers incontestés du Prince et imposent leur modèle de progrès ².

* Aparu dans le livre *L'Amérique latine et les modèles européens*, Paris, L'Harmattan-Maison des Pays Ibériques, 1998, pp. 309-336. Il s'agit ici d'un aspect d'une recherche plus vaste sur les relations financières franco-mexicaines que je mène au sein du GDR-994 (CNRS) dirigé par le professeur F-X Guerra. J'ai consulté la correspondance des ministres plénipotentiaires et envoyés spéciaux de chaque pays à leur ministre des Affaires étrangères. Il s'agit, pour la France, de la série CP, vol.70-74, conservée au Quai d'Orsay (AMAE-CP) et, pour le Mexique, de la "correspondencia reservada" (correspondance confidentielle), déposée aux Archives Historiques Diplomatiques mexicaines, à Tlatelolco, série des relations franco-mexicaines (AHDM-RFM). Je tiens à remercier, pour son aide précieuse, le Dr. Jorge Alvarez Fuentes, directeur des Archives Historiques Diplomatiques mexicaines.

². J'ai analysé le modèle des *Científicos* et l'évolution politique des principaux membres du groupe dans la troisième partie de ma thèse, *Fiscalité, économie et pouvoir au Mexique : 1867-1911. Instauration, consolidation et chute d'un régime*, Doctorat nouveau régime, Histoire, Univ. Paris-I, 1994.

Positivistes et soucieux de mettre un terme à l'instabilité du pays, les *Científicos* proposent l'établissement d'une « dictature nécessaire » incarnée par le général Díaz qui, garant de l'ordre et de la paix, conduirait le pays vers le progrès. Ils veulent un pouvoir fort, combattent une économie où la liberté individuelle prime sur les responsabilités de l'Etat, car « au Mexique —affirment-ils— ce dernier représente l'unique force organisée pour réaliser les fins de la société, tandis que l'individu manque totalement de qualités directives »³. Afin d'exploiter les gigantesques ressources mexicaines, ils poursuivent une politique éclectique (mi-libérale, mi-protectionniste) qui fait de l'activité minière l'axe articulateur de la relance économique et de la création des moyens de communication et des institutions financières, les réseaux « matériels et spirituels » pour aller vers « l'âge positif de la science et du progrès ». L'ouverture du pays aux investissements étrangers est le moyen d'y parvenir, mais, afin d'éviter toute soumission à l'étranger et traduire l'esprit de la « Seconde Indépendance », ils dessinent une stratégie : garantir l'équilibre entre toutes les puissances, et donc contrebalancer l'expansionnisme nord-américain.

L'instauration de ce modèle s'accompagne, non seulement de l'établissement des alliances avec des acteurs politiques, économiques et sociaux (nationaux et étrangers), ainsi que de l'intégration d'une communauté d'intérêts, mais aussi de la création des images qui façonnent l'imaginaire, donnent un sens aux rapports sociaux et suscitent une énergie mobilisatrice. La conjoncture ouverte par la reprise des relations entre le Mexique et la France (1877-1885) et par la stratégie de l'image mise en place dévoile les rapports entre l'instauration du modèle de progrès des *Científicos* et la génération des images qui lui sont liées, et permet aussi de suivre l'émergence d'un imaginaire nouveau dont les traces sont encore visibles...

³. C. DIAZ DUFOO, *Les finances du Mexique, 1892-1911. Limantour, l'homme et l'œuvre*, Paris, Félix Alcan, 1926, p.19.

Une entreprise de séduction

Pendant les premières décennies qui suivent la chute de Maximilien, le débat public connaît une période de grande activité. Les journaux commentent alors abondamment chaque pas du gouvernement, tandis qu'à la Chambre des députés, puis au Sénat (créé en 1873), les discussions sont animées. Une vague de liberté d'opinion permet l'émergence de courants internes au sein du parti libéral et autorise les réprobations conservatrices ou les condamnations catholiques, ouvrant ainsi la porte à la pluralité politique. Ce printemps de la « Seconde Indépendance » s'estompe peu à peu entre la Révolution de Tuxtepec de 1876 et le retour définitif de Díaz au pouvoir (1884-1888). Dès lors, les institutions républicaines sont détournées et les véritables débats se font rares tant dans la presse que dans les Chambres. Les élites, les futurs *Científicos* et l'homme fort du pays imposent leur discours, leurs valeurs (« ordre, paix et progrès ») et leurs images, faisant valoir l'idée d'une « dictature nécessaire », incarnée par le général Porfirio Díaz, qui conduirait le pays vers le progrès et la civilisation. Un nouvel imaginaire se met en place, utilisant à son avantage le contrôle des flux d'information⁴.

Cet esprit va être aussi projeté et diffusé vers l'extérieur car les élites cherchent des alliés et savent que l'influence des nouvelles et des images dans l'instauration du modèle s'avère décisive. Isolé de l'Europe après la victoire sur l'Empire, le Mexique se tourne vers la France, mais les souvenirs de l'intervention et de la guerre restent vifs dans la mémoire des deux peuples. C'est pourquoi l'administration de Díaz développera une politique de séduction, une campagne de recréation de l'image que la correspondance des diplomaties des deux pays permet de suivre. Ainsi, les recommandations à l'intention d'Emilio Velasco,

⁴. La persécution des journalistes de l'opposition et la fermeture de journaux (*Ahuizote, El Hijo del Ahuizote, El Diario del Hogar, Regeneración...*) sont fréquentes pendant les trente cinq années de la dictature. Mais, d'un autre côté, est créé en 1896 un instrument officiel pour façonner les images : *El Imparcial*, le plus moderne journal du Mexique.

lors de sa nomination comme agent confidentiel en France, juin 1879, sont à cet égard révélatrices :

« L'objectif le plus important de votre mission est d'éclairer les principaux organes de l'opinion publique en France sur l'avenir du Mexique et sur l'intérêt de l'Europe à surveiller et affermir notre autonomie, ainsi qu'à développer son commerce, mettant à profit l'inclination et la fascination des Mexicains pour les produits européens ⁵. »

Ces instructions relèvent cependant d'une politique plus vaste consistant à conquérir les milieux politiques et financiers, à leur faire comprendre qu'il est de l'intérêt de l'Europe d'avoir un pays indépendant et allié face aux Etats-Unis, et qu'il faut pour cela contribuer avec des capitaux. Dans ce but, le ministre des Affaires étrangères, Miguel Ruelas, précise la marche à suivre : Velasco doit entrer en contact avec des personnalités du monde politique, afin de gagner leur influence, et du milieu de la presse, notamment des directeurs des principaux journaux (*La Revue des Deux mondes*, *Le Temps* et *Le Journal des Débats*) dans lesquels il devra faire insérer « des articles techniques sur les ressources du Mexique, puis des articles politiques favorables » ⁶.

Velasco constate très vite que les journaux portent peu d'intérêt aux nouvelles d'Amérique latine et que la circulation de l'information échappe aux frontières et ne respecte pas le secret. Une découverte qu'il fait à ses dépens. C'est en effet avec stupeur qu'il lit dans l'*Allgemeine Zeitung* de Berlin, organe du prince de Bismarck, un compte-rendu détaillé de son premier entretien confidentiel avec Waddington, ministre français des Affaires étrangères ⁷. La surprise de Velasco est d'autant plus grande que cette nouvelle n'avait même pas été publiée en France. Attribuant d'abord la fuite à « l'espionnage allemand sur les

⁵. AHDM, RFM, lettre de Ruelas à Velasco, Instructions, 22 juin 1879, document 3.

⁶. Id.

⁷. AHDM, RFM, lettre de A. García Granados, MPM à Berlin, à Velasco, 2 décembre 1879, doc.57.

affaires françaises », il apprend que l'information avait été transmise aux correspondants du *Tageblatt* de Vienne par le cabinet de Waddington, le gouvernement Austro-hongrois attendant alors la reprise des relations entre le Mexique et la France pour suivre le même exemple⁸. L'agent mexicain, qui perçoit alors les enjeux internationaux, comprend que, tout comme l'argent ou les marchandises, les informations prennent des circuits spécifiques, guidés par des intérêts complexes qui trouvent dans les journaux un formidable outil. Il tente en conséquence de pénétrer ces circuits afin d'influencer, ou de « corriger » selon le souhait de son gouvernement, les nouvelles du Mexique diffusées en France et en Europe⁹.

Or ce milieu a changé profondément en France. La presse française, qui double son volume d'édition (deux millions d'exemplaires), est prise d'assaut par les hommes d'affaires, propriétaires de nombreuses feuilles le plus souvent destinées à un public de financiers. L'ancienne République des lettres, animée par l'esprit de la libre pensée, cède la place aux impératifs des milieux d'affaires. Un nouvel acteur, le « publiciste financier », émergé de la spéculation en Bourse et des nouveaux mécanismes économiques, est très sollicité par les hommes d'affaires et les gouvernements pendant la seconde moitié du XIXe siècle. Il s'avère un excellent vecteur —le meilleur dit-on— pour drainer l'épargne et assurer le flux des investissements. Car la publicité financière ne se limite pas à signaler les aspects économiques. Elle concerne également tout ce qui peut rehausser le prestige d'une affaire ou d'un pays dont elle n'hésite pas à vanter, si nécessaire, le caractère « exotique » et vierge, et n'oublie pas de rappeler la mission « civilisatrice » de l'investisseur. La tâche de Velasco consiste donc à trouver des publicistes de métier sensibles aux objectifs de sa mission. Moyennant une commission, le publiciste saura éviter les critiques et « corriger » les articles malveillants

⁸. Voir AHDM, RFM, lettres de Velasco à SRE, 15 et 27 décembre 1879, doc.62 et 67.

⁹. Dans une lettre à son collègue de Londres, Velasco demande les articles de presse publiés sur le Mexique en Angleterre (AHDM, RFM, doc. 58).

en s'appuyant sur l'information directe fournie par la légation mexicaine.

Nombre de journalistes louent leur plume aux plus offrants, à l'image d'Emile de Girardin, avec lequel Velasco établit une relation étroite¹⁰. Mais, sept ans avant que le diplomate mexicain ne s'adresse à Girardin, Ernest Burdel, ancien consul chargé des archives de la légation française au Mexique, avait suggéré à son ministre des Affaires étrangères de recourir aux mêmes ficelles pour panser les profondes blessures laissées par l'expédition française dans l'opinion mexicaine. Son rapport recèle des conclusions lumineuses. Il faut, écrit-il, « faire oublier », changer les mauvais souvenirs, relancer « l'intérêt et la faveur publique ». Cherchant à créer une « opinion favorable » en France et au Mexique, le diplomate expose son plan :

« Si je pouvais me permettre de faire quelques indications à Votre Excellence, je lui ferais remarquer combien il importait de préparer ce moment de l'opinion par un plan de conduite auquel ne manqueraient ni l'à propos ni la constance. Les journaux français ont beaucoup de lecteurs au Mexique, ils y sont traduits et commentés, et le blâme comme l'éloge qu'ils distribuent n'y sont point chose indifférente. Qu'un de nos écrivains, de nos savants, de nos économistes écrive quelque lettre à un Mexicain distingué, il en résulte des manifestations dont l'éclat et la durée montrent tout le prix qu'on y attache. Je crois donc que des articles bienveillants pour le Mexique et pour son chef publiés de temps à autre dans nos journaux importants de Paris produiraient ici le

¹⁰. Voir AHDM, RFM, lettre de Velasco à SRE, 18 octobre 1879, doc.44. A propos de Girardin, Antoine LEFEBURE écrit : « le célèbre Girardin — créateur du premier journal français à grand tirage— a alors plusieurs cordes à son arc. Participant à diverses activités financières, il est notamment actionnaire de la Banque Nationale, fondée en 1879, ce qui lui permet de contrôler plusieurs journaux (*La France, Le Petit Journal, La Semaine Financière, Le Monde Illustré*), et a fait construire, rue Montmartre, un imposant immeuble qui abrite des journaux aux tendances politiques opposées (*Le XIX^e Siècle, Le Radical, L'Intransigeant, Le Cri du Peuple*). En 1867, *La Liberté*, moyennant 375 000 F, soutient les revendications nationalistes de la Turquie. Dix ans plus tard, Girardin reçoit encore une allocation mensuelle de 6 000 F et une souscription de mille abonnements du gouvernement russe pour que *La France* appuie la politique antiturque du tsar ! En outre, la police française le soupçonne fort de s'être vendu à Bismarck... », HAVAS, *Les arcanes du pouvoir*, Paris, Grasset, 1992, p.122.

meilleur effet. Une bienveillance plus expresse envers les agents mexicains, quelques égards, quelques distinctions accordées, suivant le cas et l'occasion, aux rédacteurs de "El Americano", journal écouté, subventionné par le Congrès et qui à la faveur de M. Lerdo, ne contribueront pas peu non plus à nous servir. En un mot, je voudrais voir le Mexique entouré par nous, pour ainsi dire, d'une atmosphère dont la douceur pénétrante ferait plus pour effacer les dernières inimitiés que n'a fait la violence de l'Intervention pour les créer ¹¹. »

C'est cette même attitude, d'une « douceur pénétrante », que Velasco est chargé d'observer à Paris. Celui-ci trouve trois journaux favorables à la reprise des rapports diplomatiques : *L'Estafette*, rédigé par Détrouyat (ancien sous-secrétaire de la Marine du gouvernement de Maximilien, personnage qui souhaite représenter son pays au Mexique), *La Liberté*, de tendance libérale et propriété de Pereire (banquier, directeur de la Compagnie Transatlantique), et *La France*, propriété d'Emile de Girardin, « publiciste notoire et ami de Gambetta » précise Velasco qui ajoute : « il est de ceux qui réclament à la France de payer des réparations au Mexique » ¹². C'est donc à travers ces journaux que Velasco va lancer l'entreprise de séduction.

Mécanisme de diffusion et communauté d'intérêts . Les journaux font toutefois partie d'un ensemble plus complexe —le monde des médias— que l'entreprise de séduction doit prendre en compte. Dès la moitié du XIXe siècle, se développent en effet des nouveaux moyens techniques de communication, le télégraphe électrique et le câble sous-marin qui, par la création des réseaux internationaux, améliorent les mécanismes de diffusion. Le monde devient alors interdépendant ¹³. Grâce à ces nouveaux réseaux de communication, de puissantes agences de presse font circuler l'information sur toute la planète. Basée aux Etats-Unis, l'Associated Press (AP) met alors sur pied un vaste réseau de

¹¹. AMAE, CP 70, lettre de Burdel à MAE, 10 décembre 1872.

¹². AHDM, RFM, lettre de Velasco à Ruelas, 18 octobre 1879, doc.44.

¹³. A ce propos, voir Armand et Michèle MATTELART, *Histoire des théories de la communication*, Paris, La Découverte, 1995.

reporters dans les principales capitales d'Amérique. A Londres, le baron Paul Julius Reuter, immigré allemand anobli par la Reine Victoria, a installé son agence à la City, non loin du Stock Exchange, et vend un service de nouvelles à des entrepreneurs et à des financiers.

En Allemagne, Bernhard Wolff a obtenu le soutien de Bismarck et de son banquier Bleichröder afin de sauver son agence de presse de la concurrence et de créer la Continental Telegraphen Compagnie. Enfin, en France, l'ancienne agence de Charles Havas est sur le point de se transformer en société anonyme et de se consolider grâce à l'apport financier de la haute banque. En 1876, les trois agences de presse européennes s'accordent pour se partager le marché mondial de l'information : Reuter développera sa présence en Angleterre, en Hollande et dans leurs colonies ; la Continental restera implantée en Allemagne, en Autriche, en Hongrie, dans les pays scandinaves et en Russie ; l'Agence Havas contrôlera le flux des nouvelles en France, en Italie, en Espagne, au Portugal, dans une partie de l'Afrique et en Amérique latine. Les Etats-Unis deviennent un marché libre, tandis que l'AP diffusera ses nouvelles un peu partout, selon des accords bilatéraux avec des agences et des journaux européens ¹⁴.

Lorsqu'en 1879 Emilio Velasco arrive en Europe, le mécanisme de diffusion des nouvelles est déjà rôdé ; les nouvelles provenant des Amériques sont distribuées par l'AP et parfois par l'agence Reuter qui font concurrence à Havas. Elles donnent du Mexique une vision anglo-américaine qui ne laisse pas d'inquiéter le gouvernement et la diplomatie mexicains. Velasco écrit ainsi :

« Les nouvelles qui arrivent en Europe sur notre République sont d'origine américaine et toutes sont imprégnées des préoccupations et de la malveillance que le peuple des Etats-Unis a envers nous. Pour notre part, je crois qu'il faut faire quelque chose afin

¹⁴. Voir A. LEFEBURE, op. cit., p.141-143.

d'empêcher que notre République soit présentée sous l'influence tendancieuse américaine ¹⁵. »

Velasco prendra du temps à pénétrer ces réseaux, dont il ignore encore le fonctionnement, et se contente, dans un premier moment, de ses contacts dans le monde de la presse. Ainsi, Camille Doré, directeur du journal *La Liberté*, lui envoie-t-il quelques exemplaires de sa feuille en lui proposant de diffuser des nouvelles qui encouragent la reprise des relations. « J'imagine que tout ceci a pour but de décrocher une subvention », note Velasco ¹⁶. Celui-ci reçoit d'autres offres, notamment celle du journal *La Presse*, du groupe de Girardin, acceptée sur l'autorisation directe de Díaz. Le gouvernement mexicain obtient ainsi, contre 1 500 francs, la publication d'une première série d'articles très favorables au pays ¹⁷.

Cette option ne satisfait pas Velasco qui souligne qu'il est « important que la République ait un organe de presse propre, chargé de rectifier les fausses nouvelles et de faire connaître le pays, afin d'encourager les capitaux à investir dans les entreprises mexicaines » ¹⁸. « La solution n'est pas de publier des articles dans quelques journaux isolés », observe Velasco, qui ajoute que les « Républiques les plus insignifiantes de l'Amérique hispanique ont un service de presse ». La création d'un journal mexicain à Paris est, selon lui, « indispensable non seulement pour les affaires politiques, mais surtout économiques » ¹⁹.

Après quelques mois d'observation et de contacts avec le monde de l'information, Velasco dessine une vaste politique de communication qui, malgré les hésitations du gouvernement

¹⁵. AHDM, RFM, lettre de Velasco à SRE, 29 décembre 1879, doc.202.

¹⁶. AHDM, RFM, lettre de Velasco à SRE, 20 octobre 1879, doc.189.

¹⁷. Voir AHDM, RFM, lettre de Velasco à SRE, 19 décembre 1879, doc.193.

¹⁸. *Ibid.*

¹⁹. Une telle démarche n'a alors rien d'incongru. Les colonies étrangères avaient au Mexique leurs propres journaux, rédigés dans leur langue. La colonie anglo-américaine possédait ainsi *The two Republics* et *The Mexican Financier*, la colonie espagnole *La Voz de España* et *El Sentinela Español*, et la française *Le Trait-d'Union*, *La Colonie française* et *L'Écho du Mexique*.

mexicain, sera peu à peu adoptée durant tout le porfiriat et se révélera très efficace. Le diplomate expose ainsi ses réflexions :

« Il est vrai qu'il convient d'avoir à notre disposition un ou deux journalistes, mais un examen plus attentif de la question m'a fait comprendre que ceci ne suffira pas, parce que tous les journaux en France ont une circulation restreinte, une influence isolée, peu efficace pour nos desseins. D'autre part, si les capitaux français s'intéressaient à notre pays, les entreprises qu'ils organiseraient auraient à leur disposition des journaux qui leur seraient nécessaires. Ceci est une pratique très courante en France, et pour cela, dans ce cas précis, nous aurions une presse qui nous serait favorable et qui permettrait de faire connaître la République sous l'angle des éléments de la richesse.

« En attendant cette éventualité, ce qui nous intéresse le plus est de faire comprendre que notre pays se maintient en paix, qu'il marche sans entraves, que la sécurité politique et individuelle augmentent, que les institutions se consolident, &c., c'est-à-dire que nous devons tâcher de cultiver une bonne opinion de notre situation publique et sociale. Afin de réussir, il est dans notre intérêt d'entrer en relation avec l'Agence Havas. Cette agence est en rapport avec la presse américaine des Etats-Unis et, comme cette organisation est très connue, je ne dois rien ajouter. Elle transmet les éditions publiées tous les jours à tous les journaux de France, aux ministères d'Etat, aux ambassades abonnées. La presse française utilise les bulletins de l'agence Havas pour prendre toutes les notices étrangères ; c'est pourquoi, si l'on publie dans ces bulletins ce qui convient au Mexique, les nouvelles seront lues dans toute la France et exerceront une influence efficace. [...]

« Elle [Havas] est dans les meilleures dispositions pour publier les télégrammes favorables au Mexique ; je vous suggère l'idée de que notre légation prenne une souscription de service complet, d'une valeur de quatre mille francs par an, pour notre Gouvernement, et que le ministère des Affaires étrangères m'envoie, chaque semaine ou chaque quinzaine, un télégramme avec les nouvelles que vous considérerez convenables sur la situation commerciale, industrielle, politique, &c. L'agence Havas les publiera. Je crois que celle-ci est la combinaison la plus efficace que nous puissions trouver pour remplir nos vues ²⁰. »

²⁰. AHDM, RFM, lettre de Velasco à SRE, 29 décembre 1879, doc.202.

Un mois plus tard, Julio Zárate, vice-ministre des Affaires étrangères, félicite Velasco de son plan et lui confirme l'envoi de 5 000 piastres (soit 25 000 francs) destinées à la campagne de presse ²¹. Toutefois, le ministre des Affaires étrangères, Ignacio Mariscal, qui considère comme tout aussi efficace l'utilisation de divers journaux favorables au Mexique, préfère souscrire « pour le moment » un abonnement limité (de mille francs) chez Havas ²². Aussi la campagne « publicitaire » est-elle lancée à Paris sur les deux fronts. Elle finit par influencer l'opinion publique, favoriser les efforts des républicains français et isoler les bonapartistes, réticents à la reprise des relations entre les deux pays, accélérant, ainsi, les termes des accords diplomatiques qui seront signé en mai 1880.

Mais la célérité des accords est aussi le fruit d'une autre campagne de presse orchestrée par des investisseurs et des hommes d'affaires. En effet, conscients de la puissance de l'information, les financiers sont les premiers à l'utiliser pour leurs affaires, à créer des réseaux « d'informateurs » ²³, une méthode observée par Velasco. Il s'agit d'un système de propagande destiné à un secteur très précis de l'opinion publique —les épargnants—, système dont usent les investisseurs français afin d'attirer les épargnants à la Bourse de Paris, notamment dans des affaires mexicaines. Velasco l'évoque ainsi :

« Les hommes d'affaires n'ont pas besoin de publications favorables au Mexique, car lorsqu'ils ont une affaire, ils l'étudient par eux-mêmes, ou par l'intermédiaire de leurs agents qu'ils envoient sur place. Une fois étudiée l'affaire, ils la présentent au public, et leurs propres intérêts leur conseillent alors d'utiliser la presse afin que le public accueille favorablement leurs projets.

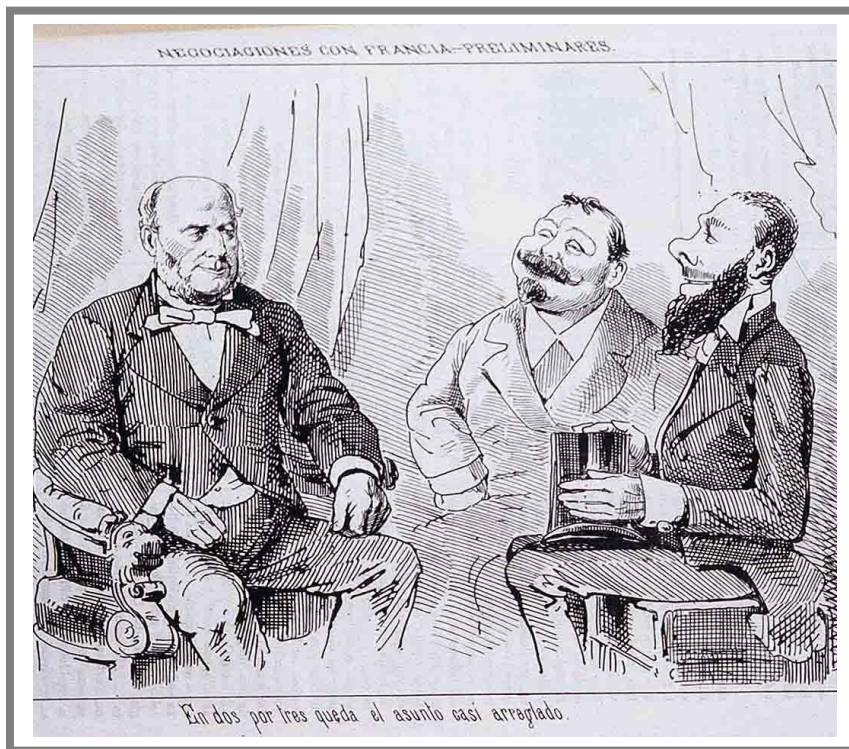
²¹. AHDM, RFM, lettre de Julio Zárate à Velasco, 16 janvier 1880, doc.194.

²². Parmi les journalistes contactés, quatre reçoivent une enveloppe de mille francs et un une montre en or. Voir AHDM, RFM, lettre de Velasco à SRE, 30 juillet 1880, doc.199.

²³. Dès le XVII^e siècle, les Rothschild ou les Warburg créèrent de véritables agences privées d'information (les informations importantes étaient transmises en yiddish). Voir Jean BOUVIER, *Les Rothschild*, Bruxelles, éd. Complexe, 1983, sur Warburg, Jacques ATTALI, *Un Homme d'influence*, Paris, Fayard, 1985.

C'est ainsi que la Banque Franco-Egyptienne a fait, de même que d'autres spéculateurs des mines mexicaines. Dans ces cas, les intéressés cherchent le plus grand nombre de notices sur le Mexique, et, pour ma part, j'ai toujours fourni tous les renseignements nécessaires...²⁴ »

Outre le temps des retrouvailles diplomatiques, durant tout le porfiriat, les investisseurs intéressés par le Mexique feront ainsi leurs propres campagnes, tandis que, sans discontinuer, le gouvernement renouvellera son abonnement chez Havas et versera des « pots-de-vin » aux journalistes, chacun de ces acteurs contribuant de cette manière à mettre en valeur une certaine image du Mexique dans l'imaginaire des Français. Le Mexique qui se dessine ici, nous le verrons en détail, est sans aucun doute une représentation du modèle de progrès auquel on aspire des deux côtés de l'Atlantique.



Le président, Jules Grévy, avec les représentants mexicains à Paris.
Caricature paru dans le journal satirique *El Padre Cobos*, N° 40, Nov. 1880.

²⁴. AHDM, RFM, lettre de Velasco à SRE, 1er août 1882, doc.208.

Toutefois, ce modèle séduit d'abord les ambitions et les intérêts d'une vaste communauté qui n'est pas encore différenciée. Les milieux politiques, financiers, journalistiques et même culturels se recourent. Les acteurs ont une appartenance multiple. Ils s'identifient —au niveau national et international— par la volonté de faire avancer le progrès et la « civilisation ». Ils s'associent et créent un petit « monde » qui, contrôlant les mécanismes de l'information, veillera à la diffusion des images qui composent la représentation souhaitée du modèle : autour des mécanismes de diffusion s'articulent donc ces acteurs individuels. Ainsi, par exemple, lorsqu'en 1879 l'agence Havas devient une société par actions, plusieurs politiciens et financiers siègent dans son conseil d'administration (membres de la haute banque, dont la puissante Banque de Paris et des Pays-Bas). Les ressources de l'agence sont augmentées et son champ d'action élargi ²⁵. Avant de devenir l'Agence France Presse d'aujourd'hui, Havas sera un partenaire fidèle de la politique coloniale de la III^e République et prendra une grande influence en Europe, en Afrique et en Amérique latine. En ce qui concerne le Mexique, les liens entre Havas, les investisseurs français et le gouvernement mexicain se révèlent extrêmement étroits. Le cas d'Émile Biebuyck (ou Bierbuyck, selon les sources) est exemplaire. C'est lui qui, lors d'un voyage à Paris en décembre 1878, en qualité d'agent commercial privé du Mexique en Belgique, s'entretient avec Waddington, auquel il transmet le sentiment favorable du gouvernement mexicain à la reprise des relations diplomatiques. En 1879, toujours au service du Mexique, il dirige la succursale d'Havas à Bruxelles ²⁶. Il se charge également d'attirer les investissements. En 1880, il obtient à son nom une concession du gouvernement

²⁵. Dès lors, l'agence se développe sur trois fronts : une activité d'agent commercial, voire de promoteur et publiciste, une autre d'agence de presse, diffuseur de nouvelles, une dernière, enfin, politique, sans cesse en liaison étroite avec le gouvernement et le ministère des Affaires étrangères. Voir Antoine Lefebure, op. cit., et le chapitre "L'irrésistible essor de l'Agence Havas".

²⁶. AHDM, RFM, annexe à la dépêche 8, 30 novembre 1879, doc.70, et A. Lefebure, op. cit., p.148.

mexicain —avec une subvention— pour l'établissement d'une ligne de vapeurs entre Anvers et l'Amérique²⁷. Homme de paille ? Affairiste ? En tous les cas, les ambitions et les intérêts des trois acteurs (financiers, gouvernement et communications) qui forment un petit « monde » convergent.

L'instauration du modèle et les mécanismes de diffusion des images se complètent. Les acteurs convergent autour du contrôle des mécanismes de diffusion, en élargissant ainsi leur petit « monde ». Le mécanisme se reproduit par lui-même. Dans ce sens, les rapports qui se mettent en place à l'occasion du lancement des actions d'entreprises privées ou d'emprunts étrangers, qui concernent tout pays cherchant à attirer des investissements sont très éclairants. Les agences qui mènent une campagne de presse, et parfois le milieu politique qui aide à simplifier les formalités, obtiennent dans ce cas, en échange de leur service, un certain nombre d'actions ou de bons qu'ils placent à leur gré. Plusieurs associés du groupe Havas possèdent ainsi des actions d'entreprises mexicaines. Edouard Lebey, directeur de Havas, et son frère Georges, par exemple, possèdent 150 actions de la toute nouvelle et puissante Banque Nationale du Mexique, de même que Charles Ferry, frère de Jules Ferry et gérant de la fortune familiale, qui détient 1 000 actions...²⁸ Certes, la possession d'actions ne signifie pas ici un quelconque contrôle de l'agence Havas ou de politiciens français sur la Banque, ou sur la politique du gouvernement mexicain, du moins pour le moment. Ces pratiques révèlent, en revanche, la mise en place de réseaux multiples, très imbriqués, formant cette « communauté d'intérêts », désormais sans frontières, qui œuvre dans une même direction.

²⁷. AHDM, RFM, lettre de Velasco à SRE, 13 février 1881, doc.3679.

²⁸. Voir Leonor LUDLOW, "El Banco Nacional Mexicano y el Banco Mercantil Mexicano : radiografía social de sus primeros accionistas, 1881-1882", in *Historia Mexicana*, XXXIX : 4, México, 1990.

Les finances : moyen fédérateur dans la construction du modèle

La communauté d'intérêt sera à géométrie variable. Elle va se constituer au fur et à mesure de la mise en place du modèle, pendant que les deux voies choisies —l'ouverture du pays aux investissements étrangers et la politique de contrepoids entre les puissances— serviront à lui donner une cohésion. Dans cette logique, les finances seront aussi un moyen fédérateur de cette communauté : le progrès devient l'esprit mobilisateur et les *Científicos*, avec des investisseurs français et anglais, les animateurs.

A la différence de leurs concurrents, les investissements français au Mexique, occupant le troisième rang derrière les Nord-Américains et les Anglais, ont un caractère fondamentalement financier²⁹. En 1911, par exemple, les deux tiers de la dette publique mexicaine et plus de 70 % des capitaux bancaires du pays sont entre les mains de Français. Ceux-ci dominent les banques nationales (Banque Centrale, Banque Nationale du Mexique, Banque de Londres et de Mexico) et les trois plus importantes banques régionales (Etats de Mexico, de Guanajuato et du Yucatán). Ils contrôlent également plusieurs industries de pointe (fonderies, ciments, textiles, poudre, brasseries, cigarettes, etc.), ainsi que diverses exploitations minières (cuivre, argent, pétrole), des sociétés anonymes d'ailleurs cotées à la Bourse de Paris³⁰. Au début du XXe siècle, ils accorderont des crédits suffisants pour faciliter le projet de Limantour de nationaliser les chemins de fer. Cette architecture est le fruit d'un travail de longue haleine, qui parvint à réunir dans une même ambition des membres de la colonie française au Mexique (dont les très actifs Barcelonnettes), des financiers de

²⁹. Ceci confirme l'hypothèse lancée par Jean Bouvier sur « le modèle français d'impérialisme ». Voir Jean BOUVIER, René GIRAULT et Jacques THOBIE, *L'impérialisme à la française*, Paris, La découverte, 1986.

³⁰. Voir Archives du ministère de l'Economie et des Finances, série B31.313, pièce 249.

la France métropolitaine (Crédit Lyonnais, Union Parisienne, Paribas, Société Marseillaise, etc.) et des membres des élites mexicaines liées aux *Científicos*³¹.

Les fondements d'une telle architecture, véritable contrepoids aux intérêts nord-américains, ont été jetés lors des discussions concernant la reprise des relations diplomatiques. Les acteurs tant mexicains que français ont alors une conscience claire des enjeux financiers et des besoins d'une nouvelle image du pays, de laquelle ils resteront d'ailleurs tributaires. Dès que les conditions devinrent favorables aux négociations avec la France, certains commencèrent ainsi à évoquer un possible crédit français. En 1879, Tomas Mendoza publie un ouvrage dans lequel il propose de « négocier à Paris un emprunt de dix millions de pesos avec la garantie des onze maisons de monnaie de la République », afin de développer les chemins de fer³². Mais l'auteur brandit également la menace nord-américaine, soulignant qu'une partie de l'emprunt permettrait d'honorer une dette contractée auprès de la maison Carlies et Cie de New York et devant échoir en 1885. Selon Mendoza, le gouvernement de Juárez avait garanti ces bons (dits « Carbajal »), avec certains territoires de San Luis Potosí et de Zacatecas.

L'image de la menace de réclamations au cas où le Mexique ne pourrait honorer sa dette soulève des protestations patriotiques, à un moment où l'opinion publique est déjà passablement agitée (Washington a opposé des résistances à la reconnaissance du gouvernement Díaz). Malgré les doutes —s'agit-il encore de manœuvres nord-américaines, d'un appel aux banquiers français ou d'une astuce destinée à presser les hommes politiques de reprendre au plus vite des relations avec les Européens ?—, la proposition de Mendoza est accueillie avec

³¹. Sur l'influence des investissements français dans la construction du modèle des *Científicos*, voir Javier PEREZ SILLER, "Modèle social et relations internationales : historiographie sur les relations franco-mexicaines", in *Histoire et Sociétés de l'Amérique latine*, n°4, mai 1996, revue de l'Association ALEPH.

³². Tomas MENDOZA, *El porvenir de México a la luz de sus cuenstiones financieras*, México, Imprenta de Francisco Díaz de León, 1879.

enthousiasme par la colonie française, dont l'organe *Le Trait d'Union* déclare : « pour l'homme pratique, persuadé des avantages énormes que le crédit procure, c'est là la démarche naturelle et précise que conseille la situation financière du Mexique, étant donné que la République se trouve dans la nécessité d'acquitter auprès de ses voisins du Nord une dette qui pourrait devenir un jour la cause du démembrement du territoire national »³³.

En fait, cette affaire —dont la presse a exagéré les garanties à un moment où le Mexique se trouvait isolé de l'Europe— révèle le désir de la colonie française et du gouvernement de trouver des ressources et des alliés en France. Politiques et entrepreneurs sont ici au diapason. Velasco part d'ailleurs en Europe avec, entre autres, la recommandation de « trouver des capitaux pour développer dans le pays des institutions de crédit », une proposition à laquelle ne peuvent souscrire, à l'époque, que l'Angleterre et la France, qui n'ont pourtant pas encore rétabli leurs relations avec le Mexique. Toutefois, la diplomatie française ne rate pas l'occasion et met au point une politique efficace. Vers août 1879, Burdel, cherchant à attirer l'attention des investisseurs, envoie au Quai d'Orsay un rapport assurant que les institutions financières ont toutes les chances de faire fortune au Mexique, un pays où la modeste banque de Londres et de Mexico ne peut satisfaire la demande. « Tout est à faire, tout est plein de promesses », écrit Burdel, qui souligne que le taux de l'argent « s'élève jusqu'à l'usure » et que les particuliers et le gouvernement « empruntent, sans marchander, pour peu que la nécessité les presse ». « Une société de crédit deviendrait, en peu d'années, la vraie souveraine du pays », conclut-il³⁴.

De leur côté, les Mexicains s'activent dans le même sens. Envoyé depuis peu à Paris par le gouvernement, afin d'établir des contacts avec des hommes d'affaires français susceptibles de

³³. *Le Trait d'Union*, 25 août 1879.

³⁴. AMAE, CP 70, lettre de Burdel à MAE, 11 août 1879.

concéder un emprunt ou de créer des banques au Mexique, le baron Gustave G. Gostkowski, aidé par Velasco, entre très vite en rapport avec plusieurs financiers ³⁵. Flersheim, directeur de la Banque Franco-Egyptienne, Gonthier Dreyfus de la Société Générale, Camille Doré de la Maison Pereire, le banquier Brocheton et M. Fabre, représentant de la Maison Adams de Londres, se montrent intéressés. Après de rapides négociations, une concession pour la création d'une banque est signée et approuvée par le Congrès le 16 août 1881. Ainsi fondée par la Banque Franco-Egyptienne et un groupe de capitalistes mexicains, la Banque Nationale du Mexique (BNM) est assurée d'un quasi-monopole de l'émission de billets, acceptés d'ailleurs par les bureaux fédéraux. Elle est chargée de négocier toute opération créditrice concernant le gouvernement auquel elle ouvre un crédit annuel de quatre millions de pesos, tandis que ses bons sont cotés à la Bourse de Paris. En peu de temps, cette nouvelle banque devint la plus importante institution de crédit du pays, contrôlant les deux tiers du capital bancaire, et finit par exercer une véritable tutelle sur les affaires financières du gouvernement... ³⁶

C'est, on le sait, la BNM, dont la création marque le début des investissements français au Mexique, qui obtiendra la confiance du capital étranger et qui canaliserà les crédits externes à l'intérieur du pays. A ce titre, elle devient aussi, selon la diplomatie française, « l'arbitre des destinées pécuniaires, au Mexique, des Etats-Unis et de l'Allemagne » ³⁷. Les enjeux des finances sont ici d'envergure internationale et relèvent d'une analyse que résume parfaitement Velasco dans un brillant rapport sur l'avantage de créer une banque : « La création d'une banque à capital français —écrit-il— montrera que Londres n'est pas le seul marché financier, tandis que la situation s'améliorera encore si

³⁵. Voir AHDM, RFM, lettre de Velasco à SRE, 9 novembre 1879, doc.215

³⁶. Sur ce sujet, voir Javier PEREZ SILLER, "Deuda y consolidación del poder en México, 1867-1996. Bases para la modernidad porfirista", in *Ensayos*, vol. VII, n°17, 1992, Mexique, Faculté d'Economie, UNAM, pp.38-59.

³⁷. AMAE, CP 71, lettre de Richemont à MAE, 11 juillet 1881.

nous offrons les concessions des chemins de fer aux compagnies nord-américaines »³⁸. C'est précisément ce que fera le gouvernement de Porfirio Díaz ; c'est-à-dire offrir une part du marché mexicain à toutes les puissances qu'il met en concurrence et qu'il peut ainsi « contrôler », un équilibre que le président et les élites mexicaines cherchent à maintenir.

Cette ouverture répond aussi aux préoccupations et aux plans de la diplomatie française qui trouve ici l'occasion de placer à bon escient l'épargne de la France républicaine³⁹. D'ailleurs, le premier ambassadeur français au Mexique, le député républicain Boissy d'Anglas, qui a bien compris les enjeux, s'interroge à maintes reprises sur l'attitude que doivent adopter l'Europe et la France face au dynamisme nord-américain et sur l'opportunité de profiter de la bonne image française dans l'opinion publique mexicaine. Il écrit dans un de ses rapports :

« Nous jouissons parmi les Mexicains d'une prédilection marquée qui doit nous faciliter la tâche et nous permettre de prendre dans ces régions une influence considérable. Les Américains au contraire sont l'objet de la haine des Mexicains qui n'acceptent leur concours que parce que les Français et les autres peuples d'Europe les abandonnent et qu'ils aiment encore mieux avoir des chemins de fer américains que de n'en pas avoir du tout. Pour eux la question se pose ainsi : être ou ne pas être, et ils préfèrent être américains que de ne pas être du tout. Mais l'idée de patrie leur est chère, ils tiennent à conserver leur nationalité et ils recevraient en libérateur ceux qui les aideront à se tirer des agrafes américaines. Il reste une belle marge au génie français pour se donner carrière. Ils peuvent fonder des sociétés financières avec la certitude de faire des affaires énormes⁴⁰. »

Si l'image des enjeux et les aspirations des deux pays semblent coïncider, et si les résultats, que nous connaissons déjà seront

³⁸. AHDM, RFM, lettre de Velasco à SRE, 30 août 1880, doc.404.

³⁹. En tant que première puissance européenne, la France voulait tirer le meilleur parti des voies laissées libres par Bismarck hors d'Europe. Les républicains veulent aussi employer leur énergie outremer, dans une mission « civilisatrice » où les monarchistes et les cléricaux trouveraient un vaste champ d'action.

⁴⁰. AMAE, CP 71, lettre de Boissy d'Anglas à MAE, 16 mars 1881.

très positifs, le caractère des investissements français, essentiellement impliqués dans les finances, et plus précisément dans les finances publiques, confère à la présence française tous les aspects d'un réel engagement. Cette situation a pour conséquence de lier étroitement Etat mexicain et intérêts français, devenus tributaires de la stabilité politique et contribuant, par la force des choses et indirectement, à la consolidation du régime. Les *Científicos* sauront prendre appui sur l'engagement français pour élargir et affermir leur propre pouvoir, et pour poursuivre la mise en œuvre de leurs modèles de progrès. Cette évolution, dont fait partie le glissement de la république vers la dictature, est perceptible et tributaire des nouvelles de presse et d'une bonne image du pays, dont dépend bien souvent la santé des finances. La stratégie de l'image doit alors se poursuivre.

Une représentation qui cache le glissement...

La solidité des investissements repose en effet sur la confiance des épargnants, la bonne tenue des affaires et la crédibilité du gouvernement, autant de critères susceptibles d'être perturbés par la manipulation de l'information. Des mauvaises nouvelles (une émeute, un soulèvement, des querelles politiques ou la mauvaise santé de l'homme fort) peuvent entraîner la panique, la baisse des valeurs, la perte de confiance et de crédit du pays. En conséquence, il convient d'entretenir une image rassurante et de savoir allumer un contre-feu qui rassure les marchés financiers et promettent aux épargnants.

La rébellion à Veracruz, en août 1879, des partisans de l'ancien président Lerdo de Tejada, renversé par Díaz, en exil à New York, illustre ces mécanismes. Parvenue en Europe au beau milieu des négociations entre diplomates et financiers, la nouvelle se répand dans les journaux anglo-saxons qui évoquent la rébellion, pourtant aussitôt réprimée, comme une révolution embrasant tout le pays. Pendant trois semaines, *The Chronicle of San Francisco*

produit une série d'articles publiant proclamations et communiqués de la direction des rebelles, nommée « Gouvernement de la Restauration du Mexique ». Ceux-ci appellent « le peuple des Etats-Unis » à les aider à établir « un gouvernement qui régnera sans avoir recours au bras de fer du despotisme, et qui contrôlera une nation par des justes lois, plutôt que par la contrainte ou par l'imposition de lois arbitraires, que la force armée fait exécuter ». Ils proposent enfin des réformes concernant les rapports du Mexique avec les Etats-Unis et les puissances européennes...⁴¹ Bien entendu, ces nouvelles font très mauvaise impression en Europe. Et Velasco de les neutraliser. On peut avoir un échantillon de son action en lisant la rectification transmise par Havas au journal *La France* :

« Les prononciamentos (sic), qui ont eu lieu dernièrement au Mexique, ont tous avorté ; ils se sont terminés par l'arrestation des agitateurs, qui n'ont pu trouver de partisans ; le peuple est resté insensible à toutes ces proclamations traditionnelles ; il a continué ses travaux sans s'en occuper. C'est un signe bien important, au Mexique, sur cette terre si féconde pour les révolutions. Le général Díaz peut en profiter et se livrer sans inquiétude à tout ce qui peut contribuer à la prospérité de son pays. Le Mexique a besoin, pour être fécondé, des capitaux du dehors, dont il n'a jamais abusé, étant données les ressources extraordinaires de son sol encore vierge ; il lui sera facile de recourir à un emprunt étranger, si le gouvernement s'attache à faire comprendre que l'ère des révolutions est bien fermée, et que les engagements pris seront formellement respectés⁴². »

Cette brève mise au point, suivie de propos rassurants, s'achève sur des informations stimulantes —sorte de gages— concernant l'exportation des matières premières —promesse d'une richesse abondante— et sur le compte rendu de la pose de la première pierre du chemin de fer de Zacatecas, symbolisant, comme l'assure le journal, « les tranquilles assises de la paix et du travail » —donc une preuve indéniable du progrès matériel. L'image

⁴¹. Voir la note de Burdel dans une annexe à sa dépêche du 9 octobre 1879.

⁴². *La France*, 6 août 1880.

donnée par la presse d'un Mexique des travailleurs, en paix, retrouvant la prospérité et s'acheminant vers le progrès matériel légitime, en quelque sorte, le pouvoir du gouvernement Díaz et annonce en même temps sa volonté inébranlable de clore l'ère de l'anarchie.

Or, si cette image va être cultivée et complétée par d'autres campagnes de presse tout au long du porfiriat, sa structure s'articule et se fixera dès 1885. En effet, après la réélection du général Porfirio Díaz, le gouvernement est contraint de suspendre le paiement des créances du pays, une grave décision qui est à l'origine d'une guerre des nouvelles dans la presse française, et une occasion de mettre à l'épreuve la stratégie de l'image, d'avancer des nouveaux éléments et de compléter l'image. Entre juillet et décembre 1885, le journal *Le Temps* publie une série d'articles rompant avec le ton lénifiant ordinaire. On peut lire ainsi dans le numéro du 5 novembre :

« Suivant une dépêche de Philadelphie, publiée par le *Times*, les nouvelles du Mexique signalent une vive agitation politique provoquée par l'approche des élections. Des troubles ont éclaté sur quelques points du territoire mexicain. A Bustamante, un combat sanglant a eu lieu entre les représentants de partis politiques opposés. Il y a eu des deux côtés six morts et une quinzaine de blessés. »

Trois jours plus tard, Ramón Fernández, alors ambassadeur mexicain à Paris, riposte dans le même journal qui note : « On nous prie de rectifier la nouvelle du journal anglais qui a donné des proportions exagérées au petit conflit qui a éclaté à Bustamante »⁴³. Le mois suivant pourtant, *Le Temps* publie à nouveau de nouvelles qui ne manquent pas d'alarmer les investisseurs, et lance :

«New York, 2 décembre 1885. Suivant les nouvelles reçues du Mexique, une révolution aurait éclaté dans l'Etat de Nuevo Leon en faveur de M. Rubio, Ministre de l'Intérieur, qui aspirait à la

⁴³. *Le Temps*, 8 novembre 1885.

présidence de la République. Des conflits auraient déjà eu lieu et l'on craindrait que la révolution ne s'étendît à tout le Mexique septentrional»⁴⁴

En fait, ces informations fausses et alarmistes sont une attaque en règle qui ont pour but de faire valoir les protestations des porteurs de bons de la dette anglaise et des compagnies ferroviaires nord-américaines, affectés par la décision de suspendre le paiement des créances⁴⁵. Cette guerre des nouvelles a également pour objectif « de produire la baisse des valeurs mexicaines cotées dans les marchés européens »⁴⁶, notamment celles de la BNM, et, surtout, de gagner la concurrence en décourageant l'ouverture des marchés boursiers de Paris et de Londres aux nouveaux titres de la dette intérieure mexicaine. La guerre de presse atteint provisoirement son but : les actions de la BNM chutent de 10 % environ⁴⁷, tandis que les nouveaux titres ne seront cotés ni à Paris, ni à Londres. Peu au fait de cette réalité financière complexe, Ramón Fernández envoie un rectificatif à plusieurs journaux parisiens qui se contente de tranquilliser les esprits (« l'affaire de Nuevo-Leon est une question toute locale dans laquelle on n'a pas pris les armes »⁴⁸).

En réalité, cette affaire offre l'occasion de faire avancer d'autres éléments et de parachever ainsi l'image positive du Mexique qui restera jusqu'à la Révolution, des éléments publiés et diffusés dans la presse par le gouvernement mais aussi par les alarmistes. Ainsi, un long article dans le *Mémorial diplomatique*,

⁴⁴. *Le Temps*, 3 décembre 1885. Un démenti est publié le lendemain.

⁴⁵. Sur cette affaire, voir Javier PEREZ SILLER, "Deuda y consolidación del poder en México, op.cit.

⁴⁶. AHDM, RFM, lettre de Ramón Fernández à SRE, 3 décembre 1885, doc.4593.

⁴⁷. D'une valeur d'origine de 500 FF, elles passent de 518 FF en janvier à 467 FF en novembre.

⁴⁸. *Le Soir* du 5 décembre 1885 publie la lettre suivante : « Monsieur le Directeur, J'ai envoyé au ministre des Affaires étrangères de mon pays un télégramme lui demandant des renseignements, à la suite des nouvelles publiées hier par les journaux de Paris et de Londres, qui annonçaient des troubles au Mexique ; j'ai reçu ce matin la réponse suivante : "L'affaire de Nuevo-Leon est une question toute locale dans laquelle on n'a pas pris les armes. La paix règne dans toute la République". Signé Mariscal ».

consacré à la situation au Mexique, explique les efforts de l'administration pour stopper la crise. Outre qu'il tente de rassurer le public sur l'état de paix et de tranquillité « maintenu avec la ferme volonté du gouvernement », l'article explique la décision de suspendre le paiement de la dette : l'administration avait réalisé, apprend-t-on, « des améliorations matérielles, dont l'exécution a exigé des déboursés considérables et troublé l'équilibre entre les recettes et les dépenses du budget »⁴⁹. Il s'agit d'un acte de responsabilité de l'administration qui s'engage décidément à moderniser le pays. Il s'agit donc d'une situation passagère due aux coûts de la modernité. La décision est ainsi pleinement justifiée par l'objectif souhaité : le progrès. Ce qui confère au gouvernement une image de fermeté et responsabilité. Enfin, pour calmer les épargnants qui voient leurs intérêts affectés, l'article fournit le bien-fondé du raisonnement et le succès des politiques du gouvernement en avançant les indices des bons résultats. Il rappelle les énormes profits réalisés par les investissements français :

« la Banque Nationale —souligne-t-il— est la seule institution de crédit d'Amérique dont les actions soient cotées à la Bourse de Paris [...]; l'année passée, ses bénéfices se sont élevés à 16 % et cette année il ne seront pas inférieurs».

L'article du *Mémorial diplomatique* termine en soulignant la préférence de l'administration mexicaine pour les investisseurs français auxquels ils offre concessions et avantages, tels les importants « travaux du port de Veracruz, entrepris par la maison Buet Caze et Cie ».

Voilà des éléments qui arrondissent l'image souhaitée par le gouvernement et attendue par la communauté d'intérêts : celle d'un « Mexique prospère, en paix, en ordre, guidé par Díaz et les élites éclairées vers le progrès ». Ces images qui recherchent l'adhésion et la mobilisation des investisseurs, vont cacher

⁴⁹. *Le Memorial diplomatique*, 10 octobre 1885.

cependant le glissement du système républicain vers la dictature. Elles soulignent les vertus d'un pouvoir fort, garant des flux permanents de capitaux et du crédit, assurant profit et sécurité qui amènent, certes, la modernisation matérielle du pays. Elles voilent, en revanche, l'instauration de la dictature et l'utilisation des formes politiques qui limitent les libertés civiques.

La diplomatie française perçoit toutefois ce glissement de la « République sœur à la dictature nécessaire »⁵⁰. Mais sa perception, précoce et parfois critique, est influencée par le vœu de progrès et par les intérêts qu'elle doit défendre. Ainsi, par exemple, faisant un bilan de la « Révolution de Tuxtepec » et du coup d'Etat portant Díaz au pouvoir, en 1876, Burdel, qui croit que le « cycle de révolution s'est encore ouvert », prédit en jubilant : « parmi les hypothèses qu'il nous est permis d'espérer, la dictature serait la meilleure. Elle donnerait au gouvernement plus de liberté et nous affranchirait des discussions et de la ratification du Congrès. On en parle, elle est possible, peut-être même inévitable... »⁵¹

Puis, les diplomates français constatent l'évolution du système politique mexicain. Le Parlement, par exemple, est « sous la tutelle du Pouvoir Exécutif ». Le système législatif n'a pas de raison d'être car « lorsque le Président désire qu'une loi soit votée, le Congrès l'approuve sans résistance ». Le système fédéral est aussi sapé : les politiques de « conciliation » et de « collaboration au progrès matériel » ont facilité la suprématie du centre sur les régions. Le pays se transforme en une « sorte de monarchie où les provinces se trouvent sous les ordres de lieutenants inamovibles. La charte la plus autocratique du monde ne contient pas d'exemple d'une dictature féodale de cette nature ; et l'étiquette républicaine avec laquelle le Mexique se présente devant les contemporains n'a plus, pour le moment, sa

⁵⁰. Voir Corinna CORDERO, *Le porfiriato vu par les Français*, thèse de 3e cycle, Université de Paris III, 1982.

⁵¹. AMAE, CP 70, lettre de Burdel à MAE, 25 mars 1877.

signification normale »⁵². Si le glissement vers la dictature est plus que constaté, le régime porfiriste présente néanmoins des originalités et des aspects positifs, voire convenables et méritoires aux yeux des diplomates. La réélection est perçue comme « heureuse tant que le pouvoir reste entre les mains de l'homme exceptionnel qui a su se rendre maître du pays, qui en a créé, de toutes pièces, le crédit au dehors ». Il s'agit d'une « innovation », dont le Président « n'a rien d'un tyran ». En bref, « il est à souhaiter pour le Mexique, comme pour les intérêts français dans cette République, que P. Díaz reste aussi longtemps que possible, à la tête des affaires »⁵³.

Ces commentaires, fruits de l'idée que les diplomaties se font du régime, ne varient guère jusqu'à la Révolution. Ils dévoilent une réalité : la communion de représentations et de stratégies de la diplomatie française et des *Científicos*, une communion d'intérêts et d'ambitions où les valeurs démocratiques sont subalternes. En 1908, Dumaine, ambassadeur de France au Mexique, écrit ainsi :

« Il est vrai, aucun Etat, dans le monde, ne jouit plus que la République mexicaine d'une parfaite tranquillité. Mais elle n'est redevable de ce bienfait ni à ses lois constitutionnelles qui sont à peine en vigueur, ni à l'esprit public qui n'existe pas du tout. C'est le Président Díaz qui est le seul garant de l'ordre et de la stabilité. Son prestige est si grand que, lui vivant, on peut être certain que rien ne troublera la parfaite discipline à laquelle il a su soumettre ses concitoyens. En alliant une fermeté implacable à une bienveillance toute paternelle, en flattant les humbles par sa bonne grâce et en dominant les ambitieux par l'éclat de ses services, il a réussi à s'attirer, sous un régime éperdument démocratique, les pouvoirs d'un chef absolu. Pour faire prendre figure de nation estimable à des populations avilies par soixante

⁵². AMAE, CP 71, lettre de Richemont à MAE, 14 octobre 1881, CP 72, lettre de G. de Coutouly à MAE, 16 janvier 1884, CP 76, lettre de Wiener à MAE, 28 mai 1890, in C. Cordero, op. cit. p.76.

⁵³. AMAE, CP 76, lettres de Wiener, 26 décembre, et de Saint Foix, 11 novembre 1889, in Ibid.

années des plus chaotiques désordres, il fallait au Mexique le "bon tyran" qui le gouverne depuis un quart de siècle ⁵⁴. »

Les images des diplomates mexicains ou français font du progrès une croyance et du général Díaz, le garant et propagateur de cette moderne religion. Or, si l'on peut parler d'une certaine communion culturelle, il existe surtout entre les deux pays une interdépendance essentiellement soudées par des intérêts financiers et géopolitiques, mais aussi une collaboration qui permet de faire aboutir un modèle de progrès.

Le langage du progrès : vers un imaginaire nouveau

L'instauration d'un modèle social reste tributaire de sa propre image. L'analyse de la stratégie appliquée par le gouvernement mexicain est à ce titre révélatrice. Le modèle de progrès des *Científicos* avait comme centre fédérateur les finances. Elles ont permis d'articuler une communauté d'intérêts où les investisseurs français ont joué un rôle de première importance, notamment pour accorder une plus large autonomie économique à l'Etat et pour faire un contrepoids aux intérêts nord-américains. Mais la stratégie de l'image, qui a contribué d'abord à rétablir les relations diplomatiques entre le Mexique et la France, à « faire oublier », s'est révélée un moyen pour donner cohésion à la communauté d'intérêts et pour maintenir la santé des finances.

Le mécanisme de diffusion de l'image a utilisé les techniques les plus modernes de l'époque (télégraphe, câble sous-marin et agences de presse) et a contribué ainsi à unir des acteurs à une communauté qui déborde l'Atlantique. Celle-ci défend les mêmes ambitions et propage les mêmes valeurs : le progrès économique et la civilisation. Or, si en 1879 ce mécanisme de diffusion avance timidement des idées positives sur le Mexique, dans la lutte des nouvelles déclenchée en 1885, on dément les attaques, on affirme des éléments positifs et l'on justifie même les choix politiques et les

⁵⁴. AMAE, NS V40, lettre de Dumaine à MAE, 1er février 1908.

mesures administratives prises, alarmantes pour les créanciers, améliorant et complétant ainsi la bonne image. De plus, si les deux versions qui se sont affrontées —l'alarmiste des journaux nord-américains et l'apaisante de la propagande mexicaine— dévoilent les batailles d'une vraie concurrence (nord-américaine et européenne), elles confortent en revanche, par opposition, l'image souhaitée : celle qui prêche le progrès économique. Ainsi, l'image d'un Mexique qui va vers ce progrès, esquissée de 1877 à 1885, s'affirme, se complète et mûrit. Elle demeurera, avec les mêmes éléments et articulations, s'améliorant et se stylisant certainement, jusqu'à la Révolution. Et même au-delà...

A la manière d'un miroir, cette image renvoie aux besoins du modèle de progrès en proposant des éléments rassurants. Parmi ceux-ci, un peuple travailleur et paisible, un pays aux ressources illimitées et inexploitées, en manque de capitaux, un gouvernement guidé par un général honnête et résolu, une administration sage et responsable qui offre des garanties réelles aux entrepreneurs, et, bien évidemment, une société ordonnée qui accomplit des améliorations matérielles. En bref, des éléments offrant l'image d'un pays en marche vers la civilisation et la modernité ⁵⁵. Ces éléments, dont la liste est encore longue, dévoilent un langage et une manière de voir et de penser la société. Chaque mot —croissance, commerce, profit, chemins de fer, mais aussi lois, ordre, paix, etc.—, travestis en signes ou en symboles, renvoie au modèle en le confortant. Un langage et un regard qui fonctionnent à la manière d'un mythe, s'auto-alimentant et ouvrant une perspective mobilisatrice d'espoir qui ne se satisfait jamais. Il s'agit, bien sûr du mythe moderne du progrès qui a de beaux jours devant lui ⁵⁶. Toutefois, ce regard fait de l'économie et de la technique un baromètre du modèle, où la bonne adoption et l'efficacité de celui-ci seront infirmées ou confirmées par les nouvelles des journaux (chiffres, tableaux, indices à l'appui), indiquant à chacun que c'est dans ce domaine que se joue, malgré les

⁵⁵. Raoul BIGOT, *Le Mexique moderne*, Paris, R. Roger, 1910.

⁵⁶. Voir Serge LATOUCHE, *La mégamachine. Raison techno scientifique, raison économique et mythe du progrès*, Paris, La découverte, 1995.

idéologies, l'avènement du modèle. Ainsi, au mépris du constat que les diplomates français font sur le régime, ce regard éloigne de tout soupçon les distorsions politiques ou sociales. Il justifie le glissement vers la dictature et cache surtout les failles sociales que le modèle entraîne (explosives pendant la Révolution)...

Au-delà de la fonctionnalité du mécanisme et de l'image, il faut souligner les nouveautés du phénomène. En effet, il s'agit d'une nouvelle représentation du Mexique, avec un nouveau langage que les élites vont dessiner, adopter et diffuser à travers la stratégie de l'image — que nous n'avons fait qu'effleurer. Cette stratégie parvient ainsi à diluer l'ancienne image du Mexique — un pays violent, aux habitants paresseux et incultes, pour la plupart des bandits, vivant dans l'anarchie — et promeut celle d'un pays riche et dynamique au désir de modernité⁵⁷. Elle renvoie par ricochet à la construction d'un nouvel imaginaire qui s'éloigne désormais de celui créé pendant l'indépendance — marqué par le libéralisme politique. La « deuxième Indépendance » — c'est-à-dire la victoire des libéraux sur l'intervention française — et la « Révolution de Tuxtepec », portant Díaz au pouvoir, sont ainsi créatrices, non seulement d'un patriotisme qui complète l'unité nationale, mais aussi d'un imaginaire parachevé pendant les années 1880 : celui du progrès et de la « dictature nécessaire », d'un pragmatisme positiviste et de la nécessité d'un « sauveur », un imaginaire que nous appellerons volontiers « porfirisme ». Pour mieux comprendre ce changement, il faudrait alors élargir le champ des recherches et poursuivre cette perspective en analysant les mythes et leurs mécanismes de transmission, ainsi que les symboles, les valeurs et les images politiques, sociales et culturelles qui composent le porfirisme.

Paris-Mexico, juin-décembre 1997

⁵⁷. Voir Javier PEREZ SILLER, "L'image du Mexique dans les publications françaises : le Porfiriat, 1867-1905", in *L'Amérique latine et la "nouvelle histoire"*, Paris, Documents de Recherche du CREDAL, 1990, n°212.